

Embargo: 21.01.2022, 19.00 heures

Pour un avenir en sécurité et en liberté

**Discours de l'Albisgüetli du 21 janvier 2022 prononcé à l'occasion du
34^e congrès de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich
à la Maison du tir de l'Albisgüetli à Zurich**

par Christoph Blocher, anc. conseiller national et anc. conseiller fédéral

La version écrite est disponible à partir du 21 janvier 2022 à 19.00 heures sur
www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.udc.ch.

La vidéo du discours peut être suivie en direct le 21 janvier 2022 à partir de 19.00
heures sur www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.udc.ch.

La version orale et la version écrite du discours font foi.
L'orateur se réserve le droit de s'écarter sensiblement du manuscrit.

Table des matières

I. La tâche de l'Etat: préserver la sécurité et la liberté du citoyen	3
II. Quatre années mémorables dans l'histoire suisse	5
1. 1291	6
2. 1848	6
3. 1992	7
4. 2021	9
III. Clarifier les relations avec l'UE	9
IV. Liberté et sécurité pour nos citoyens	10
V. L'UDC empêche le collapsus électrique	11
VI. Elections	12

Monsieur le Président de l'UDC du canton de Zurich,
Madame la Présidente du Comité d'organisation,
Monsieur le Président de la Confédération Ignazio Cassis,

caro Ignazio,
siamo estremamente lieti, signor Presidente de la Confederazione, che lei abbia accettato l'invito dell'UDC di Zurigo e ci parli oggi alla Conferenza di Albisgüetli,

Monsieur le Conseiller fédéral et Cher Ami **Ueli Maurer**,
Nous sommes heureux de t'avoir parmi nous ce soir en cet endroit que tu connais bien et qui appartient à notre histoire.

Mesdames et Messieurs les Représentants élus et les Amis de l'UDC,
Chers et fidèles Confédérés,
Mesdames et Messieurs,

I. La tâche de l'Etat: préserver la sécurité et la liberté du citoyen

Pour commencer j'adresse mes sincères félicitations à toutes les personnes présentes qui ont eu le courage d'assister à cette réunion. Ce n'est pas notre faute si de nombreuses personnes saines et testées négatives n'ont pas le droit d'être là. **Notre gouvernement national leur a interdit l'accès.**

Mais vous, Mesdames et Messieurs, vous êtes venus. Le monde appartient aux courageux.

Annuler cette manifestation n'eût pas été dans l'esprit du **congrès de l'Albisgüetli**. **Pour nous, il s'agit bien plus de se lever et de dire ce que l'on pense. Argument et contre-argument.**

Cette attitude est aujourd'hui plus importante que jamais. Il suffit de regarder autour de nous pour constater qu'**en politique la négligence prend le dessus à maints endroits.**

De larges milieux **n'ont plus les pieds sur terre**, ont **perdu le nord en matière politique**. Des personnalités politiques et économiques se désintègrent pour n'être plus que des **figurines de papier**.

Au lieu de s'engager sans relâche pour la cause commune, chacun s'occupe principalement de soigner sa propre réputation. Je le sais bien: les nombreuses années de prospérité économique que nous avons vécues ont encouragé cette désintégration: **"Rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de jours fastes."**

Nombre d'entre nous observent avec **désespoir** ces agissements. Nous en sommes témoins tous les jours. Il est vrai que cela devient insupportable.

Cette désintégration a lieu même **dans des secteurs où nous avons depuis longtemps corrigé le cap**, où la réalité des faits nous a fréquemment donné raison et où des votations populaires ont clarifié la situation.

Lorsque le souverain exige des corrections – par exemple, avec l'**initiative sur l'immigration**, le **droit d'asile**, l'**initiative de renvoi**, le **rejet clair et net de la loi sur le CO2**, le **non historique à l'accord EEE** – les élus de ce même peuple s'efforcent de faire exactement le contraire, si bien que les dysfonctionnements persistent.

Les conséquences de ce comportement sont graves:

- lors de l'introduction de la libre circulation des personnes, **7,32 millions de personnes** vivaient en Suisse. Aujourd'hui on en compte **8,61 millions**. On nous avait promis une croissance démographique de seulement 8000 personnes par an. **Plus de 1,3 million étrangers sont venues au lieu des 160'000 annoncés!**
- l'**augmentation de la criminalité** notamment chez les **immigrés** ou les **personnes issues de la migration** est effrayante.
- les **étrangers criminels ne sont presque jamais expulsés** alors qu'on a promis le contraire au peuple.
- les **réfugiés économiques ne sont que rarement renvoyés** alors que le législateur l'exige.
- cette liste peut être prolongée à souhait.

Je comprends le désespoir de beaucoup de gens. Mais rappelez-vous: **celui qui ne relâche pas finit par gagner.** Nous autres gens de l'UDC, nous ne sommes jamais à la fin, mais nous sommes toujours au début d'une tâche.

Mesdames et Messieurs, j'appelle les politiciennes et les politiciens de l'UDC à rester en première ligne et à corriger le cap partout où cela est nécessaire, nonobstant le sentiment de désespoir qui les envahit parfois face à ces agissements illégaux. L'heure est à la résistance et non à la soumission. **Imaginez un instant ce que serait notre pays sans l'UDC!**

La stratégie est simple:

Revenir à notre propre mandat. Et quel est le mandat des dirigeants de notre pays? Veiller à ce que **les Suissesses et les Suisses puissent vivre en sécurité et en liberté.**

La sécurité n'est cependant pas un but en soi. Ce principe vaut aussi en cette période de pandémie.

En 1775 le **politicien américain Benjamin Franklin** a eu cette expression formidable: **"Celui qui abandonne la liberté pour avoir plus de sécurité finira par perdre les deux."**¹ Cette vérité vaut tout particulièrement face à la pandémie de Covid-19. Mais nous n'avons pas besoin de remonter jusqu'au 18^e siècle et de nous rendre en Amérique. Les bonnes choses sont souvent à portée de main. Il suffit d'y regarder. Saisissez dans votre bibliothèque la **Constitution fédérale suisse**, ouvrez la et vous redécouvrirez tout au début cette phrase lumineuse, comme frappée dans la pierre:

"La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays."²

Mesdames et Messieurs, tout est écrit là. Noir sur blanc. Nous tous, nous savons ce que nous devons faire. Mais la classe politique s'en moque, préférant soigner sa propre image.

La politique actuelle brade à la légère l'**indépendance nationale**, les **droits du peuple**, la **liberté**, la **sécurité du propre peuple**. Elle prive le peuple de sa liberté d'action **en soumettant notre pays comme une colonie à un législateur étranger**. Or, la liberté d'action du pays est une condition essentielle à la sauvegarde de sa liberté et de sa sécurité. **Voilà pourquoi la sauvegarde de l'indépendance nationale doit être l'objectif premier!**

Il va de soi que celui qui est libre d'agir peut malheureusement aussi commettre des erreurs. **Mais celui qui ne peut agir ne peut pas non plus faire ce qui est juste.**

II. Quatre années mémorables dans l'histoire suisse

La force de notre pays s'alimente de **quelque 700 années de combat pour l'indépendance, la liberté et la sécurité**. Ce combat a été victorieux jusqu'ici.

Humblement je me demande: **à quoi devons-nous cela? A nos efforts, à la chance, au hasard? Ou à la grâce de Dieu?**

En tout cas, il y a toujours eu **des forces qui ont réussi à ramener la Suisse sur la bonne voie**.

Aujourd'hui, l'UDC doit être cette force. Espérons qu'elle ne restera pas seule.

Mesdames et Messieurs, vous n'avez pas à connaître chaque détail de l'histoire suisse. Cependant, il existe quatre années mémorables que nous devons toujours garder en esprit.

¹ Benjamin Franklin (1775): "They who can give up essential liberty to obtain a little temporary safety, deserve neither liberty nor safety."

² Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, [RS 101 \(admin.ch\)](#)

Les voici, ces quatre années mémorables:

- 1291 – le Pacte fédéral
- 1848 – la Constitution fédérale
- 1992 – le refus de l'adhésion à l'EEE/UE
- 2021 – le refus de l'accord-cadre

II 1. 1291

En 1291, les Confédérés – c'étaient quelques armaillis, peut-être à pieds nus, qui ne savaient sans doute ni lire ni écrire – ont décidé "**Nous ne voulons pas de juges étrangers!**"

Voilà pourquoi le **1^{er} août est le jour de notre fête nationale.**

Rappelons-nous aussi le beau texte de Friedrich Schiller: "**Nous voulons être libres comme l'étaient nos pères, / (...) et ne pas craindre le pouvoir des hommes.**"³

Le Pacte fédéral de 1291 **ne fait pas l'éloge de la grandeur**, de ce qui est organisé. Non, il vise l'exact contraire.

C'est ce que nous voulons rappeler à tous ces **politiciens professionnels encore en période pubertaire**, à ces **blancs-becs assis dans les rangs écolo-socialistes** qui ont **passé directement des auditoires universitaires**, où ils ont appris un minimum, dans la salle du **Parlement fédéral**.

Ils croient tout savoir, mais **ils ignorent l'essentiel**, le fondement de leur propre pays. Le Pacte de 1291 était le premier acte important fondant notre Etat performant. Le deuxième a suivi quelques siècles plus tard.

II 2. 1848

La Constitution fédérale suisse a été approuvée le **12 septembre 1848**. Elle marque la **fondation de notre Confédération moderne en tant qu'Etat fédéral**.

Elle s'inspire volontairement du Pacte fédéral de 1291 en commençant par la même invocation: "**Au nom de Dieu Tout-Puissant**". Puis viennent les messages centraux, si forts qu'ils résonnent dans tout le pays.

Cette Constitution fédérale est à la base d'une histoire à succès incroyable qui a fait de la Suisse, autrefois considérée comme l'"asile des pauvres de l'Europe", **l'un des pays les plus prospères, les plus stables et les plus pacifiques du monde**.

Lors de la promulgation de ce texte, le Bernois Ulrich Ochsenbein, le premier parmi les pères de la Constitution fédérale, a lancé l'avertissement suivant aux puissances européennes qui étaient tentées d'empêcher cette Constitution par des menaces, voire par le recours aux armes: "**Si l'improbable devait arriver, si l'étranger devait tenter de se mêler des affaires intérieures de la Confédération, alors il faut que le**

³ Friedrich Schiller: Wilhelm Tell, Schauspiel, Tübingen 1804.

monde sache que la Suisse, forte de son bon droit, grande par la sympathie que lui portent tous les peuples libres ou luttant pour la liberté saura se battre jusqu'à la dernière goutte de sang [...] pour sauvegarder son indépendance."⁴ L'avertissement a été entendu, Mesdames et Messieurs. Où sont aujourd'hui les politiciennes et politiciens capables d'envoyer un tel message aux **bureaucrates de Bruxelles?**

Souvenons-nous avec reconnaissance de cette année mémorable de 1848. Ce fut le deuxième acte en vue de la création d'un pays performant. Le troisième remonte à près de 30 ans.

Il 3. 6 décembre 1992

Le troisième acte a eu lieu le **6 décembre 1992**. Nombre d'entre nous y ont participé personnellement. En ce jour historique le peuple suisse a eu la **force et le courage de rejeter avec une participation exceptionnellement élevée le projet indigne de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), étape qui devait précéder l'adhésion à l'Union européenne (UE)**.

Trente ans plus tard, les procès-verbaux de la séance du Conseil fédéral du **17 avril 1991 ont été rendus publics**. Au cours de cette séance, le gouvernement fédéral a décidé à l'unanimité d'approuver l'accord EEE qui aurait finalement dû conduire la Suisse dans l'UE.

J'étais impatient de lire ce procès-verbal jusque-là tenu au secret. Cette lecture fut effrayante.

On y apprend en effet que la majorité des conseillers fédéraux présents avaient qualifié le traité EEE d'"**indigne**", d'"**impertinent**", d'"**inutilisable**". Textuellement!

Le conseiller fédéral **Kaspar Villiger** a notamment déclaré: "L'EEE a placé la Suisse au pied du mur. **Nous sommes sur la voie vers une colonie avec statut d'autonomie.**" Les propositions de l'UE, a dit Kaspar Villiger sont "**indignes de notre pays**", **elles constituent même une "impertinence"**.

Otto Stich a qualifié le traité de "**mauvais**" et évoqué une "**satellisation de la Suisse**".

Arnold Koller a estimé que le public avait l'impression que "**la Suisse se laisse massacrer par tranches**".

Flavio Cotti, alors président de la Confédération, a qualifié les négociations de "**suite ininterrompue de déceptions**". Et d'ajouter que l'EEE est un "**pas en arrière**" et ne peut même pas servir de "**solution transitoire**".

⁴ Rolf Holenstein; Ochsenbein, Erfinder der modernen Schweiz (inventeur de la Suisse moderne), Bâle 2009, p. 249.

A la lecture de ce procès-verbal, j'ai eu l'impression que sept Blocher siégeaient alors au Conseil fédéral!

Et quelle était la conclusion de cette discussion? (Je cite textuellement le procès-verbal.): Le Conseil fédéral **a décidé "par consensus et sans vote de dire oui à l'EEE"**.⁵

Par la suite, le Conseil fédéral a tenté d'échapper à cette marche vers l'abîme, non pas en choisissant l'indépendance, mais en faisant un pas de plus, c'est-à-dire en adhérant à l'UE. **Il a donc décidé de déposer une demande d'adhésion à Bruxelles.**

Ces errements se sont poursuivis durant la campagne de votation. L'administration, le **Conseil fédéral**, les **partis politiques**, tous les gouvernements cantonaux, les **syndicats**, les **associations économiques** et une **forte proportion de l'économie** – j'appelais cela et j'appelle toujours cela la **classe politique** – ont marché en rangs serrés vers l'abîme.

Ces milieux ont tenté de vendre le traité EEE au peuple comme une **action de sauvetage de la Suisse** alors qu'en réalité cet accord aurait perdu notre pays. Ils ont qualifié ce traité d'alternative par rapport à l'adhésion à l'UE. Pourtant, le conseiller fédéral René Felber l'avait annoncé aux journalistes immédiatement après la signature en déclarant textuellement: **"Pour le Conseil fédéral, ce traité est une étape sur la voie vers un objectif clairement défini, à savoir l'intégration complète de la Suisse dans la Communauté européenne."**⁶

Tous les **journalistes** l'ont entendu et ont néanmoins écrit des contre-vérités pour plaire au gouvernement – à l'exception des Schaffhauser Nachrichten" et du magazine "Finanz und Wirtschaft", qui appartenait alors à la famille Isler. Cet épisode n'est pas sans rappeler les propos récents d'un certain Monsieur Walder du groupe Ringier!

Les analyses des résultats de la votation du 6 décembre 1992 confirment le constat suivant: c'est ici, dans la salle de l'Albisgüetli, qu'a été **mené et gagné le combat décisif** contre ce traité colonial. C'est ici lors d'un congrès de l'Albisgüetli que les délégués de l'UDC du canton de Zurich ont décidé le 3 juillet 1992 à la surprise générale de recommander par 435 voix contre 14 le rejet du traité EEE – nonobstant la plaidoirie brillante d'un secrétaire d'Etat extrêmement compétent et intelligent, le professeur Franz Blankart.

Sans cette assemblée mémorable de l'Albisgüetli, la campagne de votation aurait pris un cours différent.

Et voici ce qui est arrivé: **le 6 décembre 1992 le peuple suisse a décidé avec une majorité des votantes et des votants de 50,3% de rejeter le projet. Les deux tiers**

⁵ Christoph Lenz et Charlotte Walser: Dann sagte der Bundesrat Ja zur EU (alors le Conseil fédéral a dit oui à l'UE), dans: „Tages-Anzeiger“, 3.1.2022, p. 4. – Marc Tribelhorn: „Es ist der Eindruck entstanden, dass sich die Schweiz tranchenweise abschlachten lässt“ (l'impression prévaut aujourd'hui que la Suisse se laisse massacrer par tranches), dans: „NZZ online“, 3.1.2022.

⁶ Armin Müller: „Wir bewegen uns auf dem Weg eines Kolonialstaates“ (nous sommes sur la voie vers une colonie), dans: Sonntagszeitung“, 9.1.2022, p. 16.

des cantons s'y sont également opposés. La participation a atteint 78,7%, la plus élevée depuis plusieurs décennies et jamais dépassée depuis.

Mesdames et Messieurs, il a valu la peine de supporter les grossières et violentes attaques dont nous avons été l'objet durant la campagne de votation. C'est dans cette salle qu'a été posée la première pierre de la mémorable année 1992.⁷

L'Albisgütli n'est donc rien d'autre qu'un deuxième Rütli où la Suisse indépendante puise sa force.

II 4. 2021

Le quatrième acte a suivi près de vingt ans plus tard et il nous oblige, chose exceptionnelle dans le cadre de l'Albisgüetli, de faire **l'éloge du Conseil fédéral!**

En effet, ce quatrième jour mémorable de l'histoire suisse, **ce 26 mai 2021**, serait impensable sans le Conseil fédéral.

Nous remercions le Conseil fédéral d'avoir eu le courage et la force **d'enterrer le lamentable accord institutionnel, le dit accord-cadre avec l'UE**. Nous remercions **Ignazio Cassis, actuellement président de la Confédération, d'avoir préparé et soutenu cette décision.**

Comme le 6 décembre 1992, nous avons été libérés ce 26 mai 2021 d'un nouveau traité colonial. Au nom du Conseil fédéral in corpore, le président de la Confédération de l'époque, Guy Parmelin, a apporté ce message à l'UE. Ce fut un moment de grande joie de voir et d'entendre **ce simple vigneron vaudois annonçant à l'UE en quelques mots sobres que la Suisse et l'UE ne pourraient pas se mettre d'accord sur cet accord institutionnel.** La Suisse, a-t-il conclu, met donc fin aux négociations, mais **continuera d'entretenir des relations de bon voisinage.**

III. Clarifier les relations avec l'UE

Mais, Mesdames et Messieurs, cet éloge est malheureusement suivi d'un blâme qu'il faut prendre au sérieux: le président de la Confédération Guy Parmelin n'a pas eu le droit de déclarer à Bruxelles **que la Suisse, tout en tenant à des relations amicales avec l'UE, ne pouvait pas conclure un traité de type colonial, que la Suisse ne pouvait pas accepter un législateur et des juges étrangers qui évinceraient les citoyennes et les citoyens du pouvoir législatif, si bien que la Suisse ne pourrait plus veiller elle-même à sa liberté et sa sécurité.**

Le Conseil fédéral n'a pas pu se résoudre à citer explicitement le défaut fondamental de l'accord-cadre comme motif de son refus: la perte de souveraineté de la Suisse.

⁷ Christoph Mörgeli: Bauern, Bürger, Bundesräte, Hundert Jahre Züricher SVP (paysans, bourgeois, conseillers fédéraux, les cent ans d'UDC Zurich, Zurich 2017, p. 383.

Résultat: les errements dans les relations avec l'UE se poursuivent et une fois de plus on tend vers un traité de type colonial.

Monsieur le Conseiller fédéral Cassis, nous vous prions d'annoncer ce qui suit à l'UE: la Suisse ne conclut pas de traité colonial que lui impose des législateurs et des juges étrangers.

La situation serait calmée et la sécurité renforcée.

IV. Liberté et sécurité pour nos citoyens

Nous voici donc, Mesdames et Messieurs, en marche vers le **prochain combat pour la liberté, la sécurité et l'indépendance.**

Nos ancêtres n'ont pas reçu la liberté et la sécurité comme un cadeau du ciel. Ils ont dû les conquérir pendant des siècles au prix de lourds combats.

Monsieur le Président de la Confédération: nous estimons les Tessinois. Ils savaient ce que signifiait la Suisse pour eux et ils refusaient obstinément d'être Italiens ou Milanais. "**Liberi et svizzeri**", voilà leur devise que nous vous prions de rappeler au Conseil fédéral.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit depuis des décennies à l'Albisgüetli, **d'un avenir dans la sécurité et la liberté.**

Je me souviens parfaitement du jour où **l'ancien président de l'UDC de la ville de Zurich, Walter Frey**, un homme aux grands mérites, a propagé cette devise de notre parti. Un grand merci, Walter, pour ta clairvoyance.

La **neutralité permanente et armée** de la Suisse sert également **la liberté et la sécurité.** Et vous comprendrez sans doute, que nous ne sommes guère heureux de voir éventuellement la Suisse participer aux travaux du **Conseil de sécurité de l'ONU** qui décide de la guerre et de la paix ou encore de mesures de boycott qui affament des populations. La participation à ces décisions **compromet gravement la neutralité suisse.**

Nous condamnons aussi **les constantes immixtions de la Berne fédérale** dans les affaires intérieures d'autres pays.

Nous savons aussi que l'indépendance de la Suisse doit être défendue. C'est bien pour cela que nous avons besoin d'une armée. Ne vous laissez pas entraîner dans une discussion sur les différents types d'avions de combat. **Nous avons besoin des F-35 pour garantir la sécurité et la liberté de nos citoyennes et citoyens.** Les adversaires de ce projet sont des individus sans foi et sans patrie. **Ils disent n'importe quoi, font des déclarations concernant des avions soi-disant meilleurs pour tenter d'emberlificoter les citoyens.** La vérité est qu'ils ne veulent pas un autre

avion, mais qu'ils veulent supprimer l'armée. **Ils laissent le pays et ses habitants sans protection. On ne peut pas les prendre au sérieux. Ils devraient avoir honte.**

V. L'UDC empêche un collapsus électrique

Mesdames et Messieurs, tout ce que nous faisons doit **servir la sécurité et la liberté**. L'un des grands risques que court notre pays et dont les politiciens sont les principaux responsables est la menace d'un **collapsus électrique qui pourrait se produire dans deux à trois ans**. Or, la Suisse a absolument besoin d'un **approvisionnement fiable, suffisant et à un prix abordable en électricité qui est une énergie clé**. **Faute de courant électrique en suffisance, nous ne pouvons plus assurer la prospérité, la sécurité et la liberté de notre pays.**

Heureusement que l'UDC a pris les choses en main. Faute d'une correction du mauvais cap actuel, la politique énergétique de la Suisse aggrave la situation jour après jour. D'une part, elle provoque partout une augmentation de la consommation électrique et le remplacement d'autres énergies par de l'électricité. Les chauffages au mazout sont démolis et remplacés par des pompes à chaleur, donc par de l'électricité; le trafic automobile passe aussi à l'électricité; la croissance démographique démente se poursuit sans que personne ne s'y oppose. De l'autre côté, des centrales nucléaires en parfait état sont mises hors service alors que la consommation électrique augmente sans cesse. Ce n'est pas dans une crise, mais bien dans une catastrophe que nous pousse cette folie.

Je remercie l'UDC Suisse d'avoir consacré son séminaire des cadres des 7 et 8 janvier 2022 au problème de l'approvisionnement électrique.

Après les exposés

- de la directrice de l'Office fédéral de la protection de la population, Madame Michaela Schäfer,
- du Délégué à l'approvisionnement économique du pays, Monsieur Werner Meier,
- du président de Swiss Electric, Monsieur Hans E. Schweickardt,
- du vice-chancelier André Simonazzi,
- du conseiller national Christian Imark
- et du conseiller fédéral Guy Parmelin,

l'UDC Suisse a compris que ce pays est non seulement sous la menace d'une crise, mais que de surcroît personne n'est réellement responsable de la sécurité de l'approvisionnement. Il faut donc immédiatement, comme en période de guerre, nommer un **général de l'électricité** qui, d'ici au milieu de l'année 2022, **prépare des solutions pour un approvisionnement national suffisant, sûr, avantageux et indépendant en énergie électrique et fait des propositions quant à la marche à suivre.**

VI. Elections

Mesdames et Messieurs, des années électorales s'ouvrent devant nous. **Nous ne sommes jamais à la fin, mais nous sommes toujours au début d'une tâche.**

L'UDC est indispensable à la Suisse. Grâce à la politique de l'UDC, les **pires mesures de confinement ont pu être évitées au sein du Conseil fédéral et en dehors de celui-ci.**

C'est donc grâce à l'UDC que les dettes de la Confédération n'ont pas atteint des montants astronomiques malgré la pandémie de Covid-19. **Nous en remercions surtout notre ministre des finances Ueli Maurer!**

Le canton de Zurich a lui aussi plutôt bien surmonté la crise.

Durant cette pandémie j'ai assisté aux mesures de prévention décrétées par le canton de Zurich non pas en tant que privilégié, mais comme n'importe quel senior, donc exposé à un risque légèrement supérieur à la moyenne. L'information de la population ainsi que l'annonce et l'exécution de la campagne de vaccination m'ont fait très bonne impression. **La santé publique zurichoise est en de bonnes mains avec la conseillère d'Etat Natalie Rickli. Merci, Natalie, continue sur cette voie!**

Le canton de Zurich a aussi fait bonne figure face à la crise en termes financiers et économiques. La politique calme, réfléchi et sereine de notre directeur des finances cantonales, **le conseiller d'Etat Ernst Stocker, y est évidemment pour beaucoup. Merci à toi aussi, Ernst!**

Mesdames et Messieurs, les conseillers d'Etat zurichois des partis de droite et notamment des radicaux-libéraux devaient voir compris la réalité de situation après les élections au Conseil des Etats: **la coopération des partis de droite devrait revenir à la normale à l'avenir.**

L'UDC, le PLR et Le Centre (PDC) doivent serrer les coudes, faute de quoi les rouges et les verts l'emportent!

Partout où la Suisse prospère et s'épanouit, c'est grâce aux partis bourgeois. Et ce sont aussi toujours les milieux bourgeois qui règlent les factures!

Je vous souhaite pour l'année 2022 **une forte lumière à la fin du tunnel.** Je l'aperçois déjà! Et je souhaite à notre peuple un avenir dans la sécurité et la liberté.

- Es lebe die Schweiz!
- Vive la Suisse!
- Viva la Svizzera!
- Viva la Svizra!